

# Quelques éléments sur les implications de la stratégie maritime américaine en Europe

## A Few Thoughts on the Implications of US Maritime Strategy in Europe

Alberto Santos

Volume 18, Number 4, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702251ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702251ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Santos, A. (1987). Quelques éléments sur les implications de la stratégie maritime américaine en Europe. *Études internationales*, 18(4), 761–782. <https://doi.org/10.7202/702251ar>

Article abstract

It is generally accepted that maritime strategy, which has never ceased to be one of the main concerns of the American strategists since 1898, has contributed significantly to the changes which have occurred in strategic thought since 1981, and that it has an influence on the evolution of the Atlantic Alliance. In this study, an attempt is made to fill the gaps in the thoughts on US maritime strategy by focussing on an analysis of the debate as revived by the 1982 war in the Malvinas although such debate was current under the Carter administration; a debate which has attracted very little attention, if any, from those who have been studying the question of expenditures in Europe. It opposes two of the main schools of thought in strategy, namely the maritimist and the coalitionist.

## QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LES IMPLICATIONS DE LA STRATÉGIE MARITIME AMÉRICAINE EN EUROPE

Alberto SANTOS\*

### *ABSTRACT — A Few Thoughts on the Implications of us Maritime Strategy in Europe*

*It is generally accepted that maritime strategy, which has never ceased to be one of the main concerns of the American strategists since 1898, has contributed significantly to the changes which have occurred in strategic thought since 1981, and that it has an influence on the evolution of the Atlantic Alliance. In this study, an attempt is made to fill the gaps in the thoughts on US maritime strategy by focussing on an analysis of the debate as revived by the 1982 war in the Malvinas although such debate was current under the Carter administration; a debate which has attracted very little attention, if any, from those who have been studying the question of expenditures in Europe. It opposes two of the main schools of thought in strategy, namely the maritimist and the coalitionist.*

C'est un lieu commun de dire que la stratégie maritime est un des éléments clé de la stratégie de reconquête de la supériorité militaire et que jamais dans l'histoire des États-Unis cette stratégie n'a été mise en avant avec autant de force qu'à partir de l'entrée en fonction de l'Administration Reagan qui, durant la campagne électorale de 1980, avait fait de la nécessité de la supériorité maritime un de ses principaux chevaux de bataille. On admet généralement que la stratégie maritime qui n'a jamais cessé d'être une des préoccupations majeures des stratèges américains depuis 1898 — année marquée par le remplacement à la tête du National War College du Commodore Juce par l'Amiral Mahan — a beaucoup contribué aux changements intervenus depuis 1981 au niveau des perceptions stratégiques et qu'elle a des implications sur l'évolution de l'Alliance atlantique; mais, pour surprenant que cela puisse paraître, les analyses sur cette stratégie ne sont pas légions sur le vieux continent. Nous allons ici tenter de combler, autant que faire se peut, les limitations des réflexions sur la stratégie maritime américaine en nous centrant sur l'analyse d'un débat devenu d'actualité à la suite de la guerre des Malouines (1982), bien que déjà présent sous Carter, et sur lequel la somme d'énergie intellectuelle dépensée par les spécialistes des problèmes de défense européens est très faible, voire inexistante. Il s'agit du débat qui oppose deux des principaux courants de pensée stratégique:

---

\* Chercheur, Maison des Sciences de l'Homme, Paris  
*Revue Études internationales*, volume XVIII, n° 4, décembre 1987

L'école, animée entre autres par John Lehman, Secrétaire d'État à la Marine et l'Amiral Watkins, Chef des Opérations navales, qui prône la suprématie de la stratégie maritime fondée prioritairement sur le « *power projection* »<sup>1</sup> et que nous appellerons ici par commodité l'école maritime;

Et l'école coalitionniste, dont un des porte-parole les plus actifs est Robert Komer, ex-Sous-Secrétaire d'État à la Défense sous Carter, école qui recherche la complémentarité entre les stratégies maritimes, aériennes et terrestres et qui valorise essentiellement le « *sea control* ».<sup>2</sup>

Nous essaierons de décrire en quoi consiste ce débat qui pose sous des formes nouvelles le problème de la menace soviétique et celui de la contribution des Alliés, en partant d'un même constat: le déclin de la suprématie américaine sur la scène internationale et le vide dans la pensée stratégique américaine, encore dominée par les idées des années 50 et 60<sup>3</sup>, et qui se montre incapable d'élaborer des choix stratégiques cohérents tenant compte des limitations de la dissuasion nucléaire.

Le débat entre ces deux écoles de pensée stratégique tourne pour l'essentiel autour de deux questions centrales, à savoir:

Jusqu'à quel point les États-Unis doivent-ils s'engager sur le vieux continent pour assurer le maintien de leur hégémonie?

Et comment le contrôle de l'Atlantique et de la Méditerranée peut-il affecter l'évolution des événements sur le continent et empêcher toute emprise de l'URSS sur l'espace continental et maritime européen?

L'Europe et l'Atlantique occupent une place centrale dans ce débat, ce qui tend à démystifier l'idée très répandue de la perte d'intérêt pour le vieux continent. Le débat montre combien il est pour le moins exagéré de dire que l'Europe est devenue périphérique aux yeux des experts du Pentagone par rapport à un Centre situé quelque part en Asie, dans le Pacifique ou dans le Golfe Persique; il ne montre pas non plus que l'Europe est l'épicentre de la géopolitique mondiale.

Nous sommes conscients que, dans la période actuelle de profonde mutation des rapports de force militaire et stratégique, la description et l'analyse des éléments les plus saillants de ce débat ne permettent pas de scruter où en est véritablement la stratégie américaine et moins encore de décrypter ses implications sur le devenir de

- 
1. En termes navals, c'est le lancement d'attaques aériennes et terrestres à partir de la mer contre des cibles situées sur les côtes. C'est une mission qui nécessite la présence d'unités de marine dans la région d'affrontement qui sont également liées à la mission de *sea control*. Pour une définition du *power projection*, voir *US Naval Forces: The Peacetime Present Missions*, Congressional Budget Office, 1978; A. SANTOS, « Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne », *Études Internationales* No 3, septembre 1985, et *Shaping the General Purpose of Navy of the Eighties* ».
  2. En ce qui concerne la définition de « *sea control* », voir A. SANTOS, « Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne ». *op. cit.*; *US Sea Control Mission: Forces, Capabilities and Requirements*, US Congressional Budget Office, Government Printing Office, W. D.C., 1977; Medley BULL, « Sea power and Political Influence », *Adelphi Papers*, No 122, 1976.
  3. C'est là une idée défendue par bon nombre de spécialistes, dont Samuel HUNTINGTON, ed. *The Strategic Imperative*, Cambridge, Mass., Ballinger, 1982, chap. 1.

l'Europe. Ceci exigerait, entre autres, que nous suivions attentivement ce qui est publié dans les revues spécialisées ainsi que dans diverses structures officielles telles que le C.N.W.S (Centre of Naval Warfare Studies), centre créé en 1981 et présidé par l'ex-secrétaire d'État à la marine, M. Murray<sup>4</sup>, que nous analysions les changements survenus au niveau des missions de « *sea control* », « *power projection* » et « *strategic sealift* » et les mutations engagées dans plusieurs types de forces de réserve ainsi que les améliorations introduites dans plusieurs types d'engins qui sont éparpillés dans et sur les mers. Cela exigerait aussi de faire l'examen détaillé des budgets de la marine et des préfaces qui généralement les accompagnent, et surtout l'analyse de la production discursive sur la menace, en la comparant notamment avec d'autres courants de pensée, tels que les « essentialistes », les « mécanicistes » et les « interactionnistes. »<sup>5</sup>

L'analyse de la menace soviétique, indissociable de la contribution des Alliés, deux facteurs extérieurs qui sont depuis la Deuxième Guerre mondiale des véritables leitmotivs du fonctionnement du système politique américain lui-même, ne doit cependant pas négliger l'importance de certains facteurs intérieurs qui affectent également l'évolution de la stratégie maritime, parmi lesquels on note l'incapacité croissante du *Joint Chiefs of Staff* à régler les tensions entre les quatre composantes des forces armées américaines et à élaborer une stratégie cohérente, l'accentuation des clivages entre le Congrès et l'exécutif, la compétitivité entre les groupes de pression et les élites politiques, l'aggravation de la crise économique, la détérioration du climat social, la montée en flèche du déficit extérieur, l'impact et la force de l'opinion publique après le Vietnam, voire les retombées de l'explosion des minorités au début des années 1970, notamment du mouvement noir.

Nous espérons cependant que cet essai pourra apporter des éléments d'évaluation sur ce que représente la stratégie maritime dans la stratégie générale des États-Unis, en éclairant ainsi quelque peu notre lanterne sur ce qu'est la politique de sécurité américaine, et surtout qu'il pourra stimuler des recherches sur les implications de la stratégie maritime sur les structures politiques de sécurité des pays européens.

## I – LA PRIMAUTÉ DE L'OFFENSIVE

Dans la conjoncture actuelle des rapports de force maritimes, les choix stratégiques des États-Unis ne peuvent être précisés, selon J. Lehman, qu'à partir d'une revalorisation de la géopolitique, d'une posture offensive et d'un élargissement de la solidarité des Alliés, particulièrement des pays membres de l'Alliance atlantique.

4. Parmi les structures qui intègrent le CNWS, figure le SSG (Strategic Studies Group), structure très dynamique qui semble avoir influencé l'évolution des perceptions stratégiques. Voir Floyd KENNEDY: « Naval Strategy for Next Decade », *National Defense*, April, 1983.

5. Pour l'examen des différences entre ces écoles, voir A. DALLIN et G.W. LAPIDUS, « Reagan and the Russians: US Policy Towards the Soviet Union and Eastern Europe », in Kenneth OYE ed., Little, Brown, 1983; Coit D. BLACKER, « The United States and the Soviet Union », *Current History*, vol. 83, octobre 1984; Raymond L. GARTHOFF, *The Search of a Policy: Americano-Soviet Relations 1981-85*, Brooking Institute, 1985.

La perception de la géopolitique chez les théoriciens de ce courant de pensée stratégique ne se cantonne pas à des raisonnements géographiques. Il y a certes parmi eux des stratèges qui, comme Mahan, considèrent que l'Amérique est une « île » et que c'est à partir de cette donnée que les choix stratégiques doivent être définis, et qui continuent à considérer que l'île Amérique ne peut s'étendre que par la domination des mers et font généralement un parallèle entre la place des États-Unis sur l'échiquier politique mondial et la position qu'avait autrefois l'Angleterre vis-à-vis de l'Eurasie. Cependant, l'idée force qui prévaut est que la géopolitique, en tant qu'instrument de légitimation de la domination spatio-temporelle, s'est profondément modifiée au cours des dernières décennies, ceci en raison notamment de l'impact que certaines innovations technologiques réalisées dans le domaine maritime ont eu sur l'évolution des relations internationales et en raison de l'extension des intérêts des États-Unis.

La situation géopolitique aujourd'hui n'est pas celle du temps de Mahan ni de Mackinder, ne serait-ce qu'en raison de la place du nucléaire et de l'accumulation des avancées technologiques en matière d'armement. Bien que le pouvoir maritime soit toujours considéré comme la clé de la domination mondiale, ils excluent toute idée de « retranchement » qui était l'un des principes de base de la stratégie classique.

Les choix stratégiques sont davantage définis par rapport à la protection des intérêts éparpillés un peu partout dans les immenses étendues océaniques qui recouvrent les 4/5<sup>ème</sup> de la surface de notre planète que par rapport au fait que les États-Unis soient une « île ».

La défense de leurs intérêts, notion au contenu flou et imprécis qui mériterait d'être examinée dans le détail, exige une marine forte qui puisse intervenir avec efficacité et promptitude contre tout ennemi mettant en cause la poursuite des intérêts et qui soit capable de livrer bataille en cas d'affrontement sur n'importe quel théâtre d'opération et aussi longtemps que possible.

C'est le sens de l'important programme de construction navale mis en oeuvre par Lehman, dont un des mots d'ordre majeurs est la constitution en 1990 d'une flotte de 600 bâtiments<sup>6</sup> comprenant notamment 15 CVBG (Groupe de combat porte-avions), une centaine de sous-marins d'attaque, dont 20 Trident II, 137 croiseurs et destroyers, dont plusieurs dizaines seront équipés de systèmes Aegis, notamment les croiseurs du type CG-47 et 49 et les destroyers du type DDG-51<sup>7</sup> de frégates type FFG

6. John LEHMAN, « Rebirth of a US Naval Strategy », *Strategic Review*, 9, Summer 1981; J. LEHMAN, « Posture Statement Before the House Armed Services Committee », Feb. 1982; DUNN et STAUEMAYER, « Strategy for Survivable », *Foreign Affairs*, fall 1983; *US News and World Report*, August 4, 1986, pp. 28-33.

7. James GEORGE, « A Ship for the 21st Century: Arleigh Burke DDG-51 », *Navy International*, 1985; R. O'ROURKE, « US Cruisers. Aegis Enters the Fleet », *Navy International*, juin 1985 et du même auteur, « The Navy Proposed Arleigh Burke (DDG-512) Class Guided Destroyer Program: A Comparison with an Equal Force Cost of Ticonderoga (CG-47) Class Guided Missile Cruisers », Congressional Research Service, Report No 84-205 F, novembre 1984; A. SANTOS, « Le système d'armes Aegis ou les limites du système d'initiative stratégique », *Travaux et Documents*, CIRPES, 1986.

Perry Hazard, de bâtiments amphibies de la classe LSD-41 et 49, des unités spécialisées dans la guerre anti-mines, des Mine Sweepers (dragueurs), des unités de combat et des bâtiments « sealift ». L'objectif des 600 bâtiments induit d'importants investissements dans la RD (Recherche et Développement). Environ 10 % du budget de la marine est sous la rubrique RD. Dans l'année fiscale 1985, 2,1 milliards de dollars, soit environ 22 % du budget RD de la marine, sont appliqués dans le programme de construction des nouveaux chevaliers de la mer que sont les Trident II<sup>8</sup> dont huit sont déjà opérationnels, ce qui tend à rééquilibrer par la qualité le rapport de force avec les Soviétiques.<sup>9</sup> D'importantes sommes sont également investies dans la RD de nouveaux systèmes de défense et de surveillance maritime et aérienne, de nouveaux réseaux de communication tels que le Aegis, le SUBACS (*Submarine Advanced Combat System*), le JTIDS (*Joint Tactical Information Distribution System*), le SOSUS (*Sound Surveillance System*), le SURTASS (*Surveillance Towed Array Sensor System*) le TACTAS (*Tactical Towed Array Sonar System*), le EMSF (*Entranced Modular Signal Processor*), le ELF (*Extremely Low Frequency*), le TACAMO, le AGOS, etc. Quelques-uns de ces systèmes et de ces réseaux ont pu prouver, selon Weinberger, leur efficacité durant le conflit des Malouines.<sup>10</sup> Des investissements très onéreux sont effectués dans les composantes de la marine qui ont des missions éminemment offensives, comme les Trident II, les unités amphibies, les bâtiments de combat et les CVBG, dont le prix à l'unité s'élevait en 1983 à 16,8 milliards de dollars.<sup>11</sup> Ces investissements ont beaucoup contribué à la réactivation des secteurs industriels liés à la défense, et particulièrement à redonner la santé à la plupart des 53 industries navales qui emploient plus de 115 000 personnes<sup>12</sup>, mais leur objectif prioritaire est d'accroître les capacités et les potentialités offensives des forces navales américaines.

Par ce type d'investissements, la marine, qui, selon Lehman, peut montrer où va l'argent qui lui est octroyé, cherche à rendre fonctionnelle la stratégie de l'encerclement de l'URSS et à faire en sorte que les forces de marine deviennent le *Big Stick* de l'Amérique, c'est-à-dire l'élément dissuasif par excellence qui, par sa

8. *Shaping the General Purpose Navy of the Eighties: Issues for FY 1981-85*, Congressional Budget Office, January 1980; *US News and World Report*, p. 32, *op. cit.*

9. Parmi la riche littérature sur ce sujet, voir K.A. DUNN et W.J. STAUDENMAYER, « Strategic Implications on the Continental-Maritime Debate », *The Washington Papers*, No 107, 1984; Amiral Wesley MACDONALD, « The Growing Warsaw Parc Threat to Nato Maritime Forces », *Nato Review*, vol. 32, June 84; Stanfield TURNER et George THIBault, « Preparing for the Unexpected: the Need for a New Military Strategy », *Foreign Affairs*, winter 1982/83 et « A Next Military Strategy », *Foreign Affairs*, 1982; J. RECORD et R. HANKS, *US Strategy at the Cross-Roads: Two Views*, Cambridge Institute for Foreign Policy Analysis, 1982; Bowen ALVA, « US Naval Strategy: Matching Means to Ends », *Naval Forces*, No 5, 1984; N., FRIEDMAN, « US Maritime Strategy », *International Defense Review*, No 7, 1985; J. HOLLOWAY, « The US Navy: A Functional Approach », *Oceanus*, summer 1985.

10. *Annual Report to the Congress*, FY 1984, F.1. 1983, pp. 47-48.

11. C'est l'estimation faite par Lehman lui-même lors de la présentation du budget de la marine pour l'année fiscale 1983. Voir *Sea Power and Force Projection*, FY 1986, part 8, pp. 4353, 4371, 4460, 4548 et 4582; *US News*, *op. cit.* p. 36. Pour ce qui est de l'évolution des CVBG, voir John LEHMAN, *Aircraft Carriers: The Real Choices*, Sage Publications, 1978; « Planning US General Forces: The Navy », Congressional Budget Office, 1976, W. D.C.

12. *Sea Power and Force Projection*, FLY 1985, p. 4184.

posture offensive, montre à l'ennemi qu'il risque gros s'il s'engage dans des directions qui mettent en cause leurs propres intérêts.

Les CVBG, dont ils cherchent à accroître la « survivabilité », sont supposés engager des attaques massives contre les navires et les avions soviétiques avant qu'ils ne sortent et ne décollent de leurs propres bases.

La stratégie maritime prônée par Lehman repose prioritairement sur le déploiement des forces basées pour l'essentiel — et surtout dans les unités de surface, amphibies et sous-marines — dans les porte-avions, véritables cités qui abritent plus de 5 000 hommes chacune, ainsi que dans les petites et grandes bases qu'ils possèdent à l'intérieur et surtout à l'extérieur du continent américain. Elle repose également sur l'évolution de la combinaison hommes/matériel perçue comme le moyen efficace de « répondre à un spectre de contingences en zones extérieures de notre intérêt primaire... »<sup>13</sup>

La mission de « *power projection* » est prioritaire. Cependant, si l'objectif principal de la stratégie maritime est l'accroissement des capacités et des potentialités offensives des forces navales, leurs stratèges ne négligent pas les missions de « *sea control* » et de « *strategic sealift* ». Leur posture offensive cherche à assurer le renforcement des autres objectifs de la stratégie maritime, à savoir le contrôle des zones dites sensibles, la sécurité des lignes de communication maritimes critiques et la neutralisation de toute velléité d'intervention soviétique dans les régions où les intérêts américains sont présents. Les CVBG, conçus comme la pierre angulaire du « *power projection* » sont également des instruments non négligeables de la mission de « *sea control* ».

La stratégie maritime confère une dimension nouvelle à la « *Forward Defense* » (défense de l'avant), notion qui prend une place centrale dans le NSDD-32, document qui fixe les grandes lignes de la politique de sécurité américaine. Cette notion, constamment mise en avant par les adeptes de la projection des forces, est définie essentiellement par rapport à la menace que représenterait la supériorité maritime soviétique. Les changements intervenus dans la hiérarchie des objectifs militaires de l'URSS depuis le lancement de la « *Insurance Force* »<sup>14</sup> inquiètent les « *maritimistes* ». Il ne fait « aucun doute, dit Lehman, que les Soviétiques ont la supériorité maritime. »<sup>15</sup>

13. C'est là une idée fort propagée dans la communauté maritime, notamment parmi des hauts responsables tels que l'amiral Walters, Deputy Chief of Naval Operations (Surface Warfare). Voir *Sea Control*, FY 1985, p. 4414.

14. Pour davantage de détails sur ce qui représente la « *Insurance Force* » dans la stratégie soviétique, voir les travaux de John ERICKSON, « Soviet Military Capabilities », *Current History*, vol. 71, 1976; M. MCGWIRE, *Soviet Naval Policy: Objectives and Constraints*, Praeger, 1975; Norman PALMER, « Soviet Naval Power: Challenge for the 70's », N.Y., Crane and Russak, National Strategic Information Center, 1974; Avidgor HASELKORN, *The Evolution of Soviet Security Strategy, 1965-75*, Crane Russak, 1978; HINES et PETERSEN, « The Soviet Offensive in Europe », *Military Review*, avril 1984. Voir les dépositions de J. LEHMAN, in *Posture Statement*, FY 83 CECNAV CNO Report ainsi que son écrit.

15. J. LEHMAN, « Rebirth of US Naval Strategy », *op. cit.* et *US News, op. cit.*

Les États-Unis n'étaient pas, selon l'amiral Coubert, préparés à affronter l'URSS dans des conflits en mer, et particulièrement dans une guerre nucléaire tactique qui serait d'emblée suivie par une extension sur terre, toute guerre nucléaire, une fois engagée, ne pouvant se limiter à la mer. La restauration de la dissuasion, du pouvoir et du prestige des États-Unis exigeait, selon John Lehman, que les États-Unis reprennent « la supériorité maritime perdue ». <sup>16</sup>

En se donnant les moyens de mettre en avant la « *Forward Defense* », Lehman cherche à transmettre à l'URSS le message suivant : « Les forces de marine sont en mesure de défendre efficacement les intérêts vitaux des États-Unis et d'assurer la domination dans toutes les régions sensibles », « une claire supériorité maritime doit être tactique » <sup>17</sup>, et une défense agressive caractérisée par le déploiement en avant et rapide des forces, et par « l'agressivité de la part de nos navires est le plus grand élément dissuasif que nous ayons. Les Soviétiques comprennent bien cela. Nous pouvons retenir leur attention avec ce concept » <sup>18</sup>.

Choisir l'offensive en mer et prendre l'initiative, en ouvrant de nouveaux théâtres en cas de difficulté majeure est, selon Weinberger, avantageux pour l'accomplissement des objectifs maritimes. <sup>19</sup> La sécurité est aussi définie en temps de paix en termes éminemment offensifs : « L'offensive est la seule défense qui soit efficace pour nous. » <sup>20</sup> Le choix de l'escalade horizontale, comprenant également le renforcement de la dissuasion nucléaire, est évident dans la *Forward Defense*. La complémentarité du pouvoir maritime et de la stratégie nucléaire est un rempart solide à toute éventualité d'assaut final de la part de l'URSS.

La notion de « *Forward Defense* » n'est cependant pas un produit de l'Administration Reagan, elle est née sous Carter, période marquée par une floraison d'écrits centrés sur le déclin de la pensée stratégique et par le déclin de la supériorité maritime américaine. <sup>21</sup> La *Forward Defense* est un des éléments centraux de la stratégie de « *countervailing* », dont les principes furent exprimés dans le « *Dea Plan 2 000* » et surtout dans le P.D. (*Presidential Directive*) 59 de juillet 1980. Cette stratégie, à laquelle Komer ne fut pas étranger, questionne deux idées généralement admises, à savoir celle de l'arrêt de la modernisation des forces navales sous Carter et celle de la discontinuité entre l'orientation stratégique de l'administration républicaine de Reagan et la politique suivie par Carter. Le budget de la défense a certes subi durant l'année 76/77 une légère réduction par rapport à 1975. Cette réduction s'explique en partie par la volonté de poursuivre la politique engagée sous Nixon

16. *Military, Science and Technology* de juin 1982.

17. John WILLIAMS, « US Navy Mission and Force Structure: A Critical Reappraisal », *Armed Forces*, July 1981.

18. John C.F. TILLSON, « The Forward Defense of Europe », *Military Review* 61, No 5, mai 1981 ; *Sea Power*, FY 1985, pp. 4414-5.

19. US Department of Defense, *Annual Report to the Congress*, FY 1983, G.P.O., fév. 1982.

20. *US News*, *op. cit.* p. 29.

21. Durant cette période, il y a une floraison d'écrits sur le déclin de la marine américaine. Voir *Time* du 12 avril 1976 et « Planning US Purpose Forces: the Navy », *op. cit.* ; Elmo ZUMWALT, « On Watch », *Quadrangle NY Time Book*, 1976 ; Steven CAUBY, *Dampening Nuclear Counterforce Incentives*, MA Abt Books, Cambridge, 1984 ; RECORD et HANKS, *op. cit.*



par Elmo Zumwalt, chef des opérations navales qui, « pour gagner demain », avait décidé de réduire substantiellement le nombre de bâtiments de marine considérés comme inadéquats à la guerre maritime moderne et d'investir plutôt dans la modernisation qualitative des forces navales.<sup>22</sup> Depuis 1977, les budgets de la marine et les budgets de la défense n'ont jamais cessé de progresser. Entre 1977 et 1981, les budgets de la défense passent de 33 à 81 milliards de dollars et les programmes de construction navale ont augmenté de 20 %.<sup>23</sup> Des milliers de dollars sont investis dans plusieurs programmes, parmi lesquels celui d'un nouveau type de frégate (Perry Hazard) et dans la reconversion et l'amélioration des forces de surface, sous-marines, amphibies et aériennes ainsi que dans le développement de la recherche océanographique. Bien que la primauté du qualitatif sorte clairement renforcée sous Carter, il s'est donné également comme objectif la constitution d'une flotte de 550 bâtiments pour 1990. Il devenait nécessaire, selon Thomas Hayward, chef des opérations navales, de constituer « une flotte qui puisse couvrir l'ensemble des océans et non pas un océan et demi. »<sup>24</sup>

Un des piliers centraux de la stratégie maritime est la contribution des Alliés. Selon l'amiral Watkins, la stratégie américaine est centrée prioritairement sur les plans de l'OTAN, et notamment sur la volonté de fortifier tant sur le plan aérien que sous-marin des zones critiques, comme la ligne Groënland, Islande, Grande-Bretagne et Norvège. Défendre et renforcer le flanc nord mais aussi le flanc sud de l'Europe ainsi que l'Europe centrale constitue un des objectifs centraux de la stratégie maritime.

La place de l'Europe et de l'Atlantique est constamment mise en valeur par les « maritimes ». Dans une brève analyse comparative sur la place de l'Europe et du Pacifique dans la stratégie générale des États-Unis, l'Amiral Crowe, président du *Joint Chiefs of Staff*<sup>25</sup> fait valoir la primauté du vieux continent, notamment en raison du degré de méfiance des Européens à l'égard des intérêts américains et des difficultés croissantes qu'ont les États-Unis à gérer l'Atlantique et la Méditerranée. Alors que la suspicion des Européens n'a cessé de grandir depuis le début des années 70, période durant laquelle les Européens sont devenus de moins en moins réceptifs aux demandes américaines et ont manifesté une volonté réelle d'émancipa-

22. Hearings Before Committee on Armed Services, Congress, W. D.C. 29-2-1972, pp. 9681-83; *Jane's Defense Weekly* du 18-1-1986, « Responding to Soviet Development: the US Defense Program »

23. F.J. WEST, « A Fleet for the 2000. Future Force Structure », *Proceedings*, U.S. Naval Institute, may 1980; H. BROWN, *Hinking About National Security: Defense and Foreign Policy in a Dangerous World* Westview Press, 1983; « US Naval Force Alternatives », Working Paper, Congressional Budget Office, march 1986; « Planning us General Purpose Forces: the Navy », *Budget Issue Paper*, déc. 1976.

24. Hearings Before the Subcommittee on Defense House Committee on Appropriations, 1979 et Hearings Before the Committee Armed Services, House of Representatives, 31-1-1980; H. BROWN in *Annual Report*, FY 1981, US Government Printing Office, W. D.C. 29-1-1980.

25. BETTS « Conventional Strategy », *International Security*, 1983; *US News*, *op. cit.* p. 38.

tion<sup>26</sup>, les pays qui bordent le Pacifique sont, selon lui, généralement favorables aux intérêts américains, à l'exception du Vietnam et de la Corée du Nord, voire du Japon qui devient un sérieux concurrent sur le plan économique.

L'amiral Crowe, tout comme M. Lehman, constate que c'est essentiellement à travers l'OTAN que les États-Unis se déploient<sup>27</sup> et que les espaces atlantiques et méditerranéens sont toujours ingérables, malgré ce qui a été fait depuis 1981. Les États-Unis « n'auront jamais la supériorité maritime qu'ils avaient autrefois sur ces deux mers. »<sup>28</sup>

Pour accomplir les objectifs maritimes de la stratégie nationale de sécurité, les États-Unis doivent conduire une politique offensive en mer, mais celle-ci aura des limites insurmontables si les Européens ne participent pas à leurs initiatives. La solidarité des Européens est fondamentale pour accroître leur contrôle sur ce qui se passe en Méditerranée et dans l'Atlantique, océan où les États-Unis ont en permanence cinq CVBG, dont trois déployés sur le flanc nord, ainsi qu'une centaine d'unités de surface et une quarantaine de sous-marins. La flotte de l'Atlantique peut être renforcée en cas de besoin par les deux CVBG, les trente bâtiments de surface et les quatre sous-marins déployés en Méditerranée. Lorsqu'on cherche à comptabiliser la répartition par zones géographiques et par nombre de bâtiments des engins de destruction, particulièrement les têtes nucléaires, qui sont en patrouille dans les différentes mers, on constate aisément l'importance de l'Atlantique et de la Méditerranée dans la stratégie générale des États-Unis.<sup>29</sup>

L'apport des forces navales alliées accroît également la capacité des forces armées américaines à bloquer l'URSS dans son sanctuaire et permet de maintenir les Soviétiques constamment sur la défensive.

La participation des Européens aux objectifs maritimes de la stratégie nationale de sécurité est clairement exprimée dans le document NSDD-32. Cette participation est mesurée d'une part par la qualité des bâtiments dont disposent les Alliés européens, et d'autre part par les facilités que les Européens accordent aux forces américaines stationnées sur les espaces terrestres et maritimes de souveraineté européenne, particulièrement à leurs forces de marine. La contribution des forces navales alliées est quelque peu différenciée selon les pays. Il y a des pays avec lesquels ils cherchent à développer des liens privilégiés, tels l'Angleterre, la France, voire l'Espagne, qui possèdent des forces de marine suffisamment équipées et

26. Les tensions entre les États-Unis et l'Europe sont en partie le produit de la politique d'ouverture entamée par les pays membres de la CEE avec les pays arabes, politique qui prend un nouvel élan en 1972 grâce à une multiplicité de nouveaux accords préférentiels signés avec les pays arabes de la Méditerranée. Le rapport Darenhorf a mis les aspirations des Européens au grand jour. À ce sujet, voir Michael HAWARD, *Nato and the Year of Europe*, Table-ronde, octobre 1973, pp. 454-55 et William WROMWELL, « Europe and the Structure of Peace », *Orbis*, 22-1-1978.

27. *Sea Power*, FY 1985, pp. 4290-95.

28. Francis J. WEST, « Defense and Security Beyond Europe », *Defense*, may 1983 et *US News*, *op. cit.* p. 30.

29. J.D. HESSMAN, « Sea Power and the Central Front », *Air Force Magazine*, july 1983 et « Sea Power... », FY 1985, *op. cit.*, p. 4292.

susceptibles de contribuer à mener à bien un certain nombre de missions, dont le contrôle des détroits et des voies de communication dites critiques et qui sont d'une grande importance pour l'appui logistique en cas de conflit prolongé. Il est fréquent de lire dans les revues spécialisées des éloges à ces marines et particulièrement à la marine française.<sup>30</sup> La complémentarité entre la marine américaine et les marines européennes va croissant, « nos groupes de combat sont supposés opérer en cas de besoin au sein de ces marines »<sup>31</sup>, Lehman laisse même entendre que les États-Unis assignent des rôles spécifiques aux marines alliées.

Il y a d'autres pays, comme la Belgique et la Hollande, qui jouent un rôle important dans la protection du bloc occidental à travers les ports du Benelux. Le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Allemagne contribuent, à travers l'Atlantique et la Méditerranée, à la défense du monde libre, mais ils sont importants en raison essentiellement de leur position géostratégique. Les États-Unis, tout en développant les relations avec l'ensemble des pays européens, se montrent moins favorables à l'égard de certains d'entre eux comme la Norvège, le Portugal, la Grèce, voire même l'Italie, en raison de leurs hésitations à accroître leur potentiel conventionnel, de la faiblesse de leur marine ou encore en raison de la force des mouvements pacifistes.

L'évaluation de l'apport des Alliés européens conduit quelques adeptes de l'école « maritimiste » à envisager un désengagement progressif de la présence des forces terrestres et aérienne stationnées sur le vieux continent, notamment en Europe centrale. Mais si, parmi les hommes politiques qui ont réussi à faire voter en 1982<sup>31</sup> une loi qui demandait une réduction de 50 % des investissements américains dans les pays qui récusaient une augmentation de leurs dépenses de défense, on trouve sûrement des personnalités favorables à la stratégie de Lehman, il est exagéré de dire que les maritimistes se joignent aux supporters du retrait de l'Europe qui mettent en avant l'idée selon laquelle les Européens, après tout ce que les États-Unis ont fait pour eux, auraient dû investir davantage dans la modernisation de leurs forces armées et accroître leur participation aux dépenses de l'Alliance atlantique. Les amis de Lehman qui parlent de désengagement estiment que celui-ci doit être progressif et mesuré et qu'il doit être compensé par une augmentation des investissements dans la défense du périmètre extensif des États-Unis, particulièrement dans le flanc nord et sud de l'Europe et dans l'amélioration des 900 installations qu'ils possèdent dans la partie continentale et insulaire de la vieille Europe.

La modernisation de ces installations, et particulièrement des bases navales telles que celles de Rota (Espagne) et de Lages (Açores) est indissociable de leur objectif maritime majeur, à savoir l'accroissement des capacités et des potentialités offensives des forces américaines. L'accélération de la modernisation de ces deux bases, surtout de celle de Lages, située sur l'île Ferreira (Açores) est un fait indéniable.

30. À propos de l'apport de la marine française, voir *US Naval Institute Proceedings*, février 1985; David S. YOST, *France's Potential Contribution in Conventional Contingencies in Central Europe*, Institut Euro-Américain, W. D.C., 1983; Robert KOMER, *Maritime Strategy...*, op. cit. chapitre 8.

31. *US News*, op. cit.

Les États-Unis investissent massivement à partir de 1975<sup>32</sup> dans la revalorisation des installations militaires qu'ils possèdent aux Açores, archipel disposé géographiquement à la confluence des plus importantes lignes de communication maritimes et aériennes entre l'Amérique et l'Europe, la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Les infrastructures portuaires, aériennes et terrestres de la base de Lages furent nettement améliorées. De nouvelles installations furent créées, notamment des stations qui ont trait à la lutte anti-sous-marine et antiaérienne. Parmi ces nouvelles installations, il y a celles qui sont facilement repérables et qui sont reliées au système de commandement nucléaire, comme les stations de communication par satellite les stations de gestion sous-marine (*submarine monitoring*) et les nouveaux systèmes de radars électroniques et celles qui sont moins repérables, mais tout autant sinon plus importantes du point de vue opérationnel, comme les nouveaux réseaux de communication et les nouveaux systèmes acoustiques qui se sont éparpillés dans l'espace maritime environnant Lages ainsi que dans d'autres îles de l'archipel. Les unes et les autres améliorent les conditions de surveillance et de contrôle de l'espace maritime et aérien de l'Atlantique Nord et d'exploitation des fonds sous-marins.

L'introduction de nouveaux engins techniques placés aussi bien sur les navires et sur les avions de patrouille que dans les fonds marins et les parties côtières des îles augmentent le niveau de communication avec les sous-marins et les satellites. La transmission et l'interception des communications militaires s'améliore de façon considérable.

Les Américains utilisent aux Açores des terminaux pour différents systèmes de surveillance, comme le SOSUS (*Sound Surveillance System*) ainsi que plusieurs types d'avions équipés d'instruments sophistiqués comme les MAD (*Magnetic Anomalies Detectors*) qui fournissent toute une gamme d'informations et de données aux satellites ainsi qu'à de nombreux réseaux de communication, tels que TACAMO, ELF, VERDIN, AEGIS. L'ensemble de ces données et de ces informations permet à la marine américaine de localiser, de reconnaître, voire même d'identifier et de suivre la piste d'unités de marine étrangères, incluant les sous-marins d'attaque soviétiques qui transitent dans la région.

La marine américaine est aidée dans ses missions par les avions A 7 P qui équipent depuis 1981-1982 la force aérienne portugaise. Les A 7 P, qui sont une reproduction des vieux A 7 A Corsair II de la marine américaine, ont pour mission essentielle la surveillance des routes maritimes entre les Açores, Madère et le Portugal continental.<sup>33</sup>

32. Cette loi est dans le prolongement d'une campagne intensive vers le désengagement qui est menée par des personnalités telles que les conservateurs Ted STEVENS (Alaska) et J. GARN (Utah). Parmi la littérature existant à propos de ce sujet devenu d'actualité et publique dès le début des années 70, voir Ravenel EARL, « The Case for a Withdrawal of our Forces », *NY Times Magazine*, March 6, 1983; Alain ENTWOVEN, « US Forces in Europe. How Many? Doing What? », *Foreign Affairs*, avril 1975; Alvin COTTRELL et Thomas MOORER, *US Overseas Bases. Problems of Protecting American Military Power Abroad*, Beverley Hills, 1977; J.J. RECORD et HANKS, *op. cit.*

33. A. SANTOS, « La péninsule luso-ibérique: enjeu stratégique », *Cahiers* no 18, F.H.E.D.N., 1981.

La création et la refonte des installations américaines font de l'espace maritime entre les Açores et Madère, archipel où les États-Unis ont également amélioré leurs installations<sup>34</sup>, une région aussi étroitement surveillée que la célèbre ligne de défense Groënland-Islande-Grande-Bretagne. Les Açores deviennent le siège central des opérations ASW (guerre anti-sous-marine) dans l'Atlantique et Lages le noyau de la surveillance sous-marine et aérienne sur la façade européenne et africaine de l'Atlantique. Nul doute qu'en cas de conflit dans l'Atlantique, les Açores seront un des pivots de la guerre anti-sous-marine et antiaérienne.

L'introduction de tous ces nouveaux systèmes qui accompagnent l'évolution des nouvelles technologies contribue au renforcement des fonctions « traditionnelles » de la base navale et aérienne des Lages, dont celle d'appui logistique à la II<sup>ème</sup> flotte de l'Atlantique, voire à la VI<sup>ème</sup> en Méditerranée, celle de soutien aux opérations de reconnaissance, d'escorte, de patrouille, de protection maritime et aérienne et de lutte anti-sous-marine et antiaérienne, et celle de réparation de navires, d'avions et de matériel divers, ce qui permet aux États-Unis certaines économies.

Ce véritable bastion américain que sont les Açores s'est trouvé renforcé lors du dernier accord signé en décembre 1983: des rumeurs, non démenties par le gouvernement de M. Soares, ont circulé concernant l'établissement de deux accords secrets:

L'un sur l'exploration par les Américains des fonds sous-marins;

L'autre concernant le déploiement d'armes nucléaires, question qui n'est pas en soi un fait nouveau.

Il est difficile de dater le début du déploiement d'armes nucléaires au Portugal, mais étant donné la place des Açores dans la stratégie générale américaine des années 50 et 60, il n'est pas exagéré de penser que cet archipel, situé au centre géométrique de l'Atlantique à environ 850 miles des côtes portugaises, 1 000 miles du détroit de Gibraltar et 2 200 des côtes américaines, abrite des engins nucléaires depuis les années 60.

En tant que membre de l'OTAN et partenaire privilégié des États-Unis dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Portugal a été contraint dès les années 60 de se conformer aux plans nucléaires américains, notamment à ceux qui ont un rapport avec la guerre anti-sous-marine et antiaérienne; il est devenu, au cours des années, un support non négligeable de l'infrastructure nucléaire américaine.

34. Le prix de ces avions dépasse les 112 000 000 dollars que les États-Unis ont payés au Portugal durant la période qui allait de 1978 à 1983 pour l'utilisation de leurs installations militaires aux Açores. Le prix des A 7 P achetés est sensiblement identique aux 148 000 000 dollars prévus dans l'accord 1983-1988 pour l'octroi d'une aide économique et militaire au Portugal. Voir « Revamped A 7 As for the Portuguese » in *Proceedings*, US Naval Institute, March 1986.

Des documents officiels tels que le *Nuclear Weapons Deployment Authorization*<sup>35</sup> témoigne de l'existence de têtes nucléaires aux Açores dès la fin des années 60, début 70. Ce document clé en matière stratégique préparé annuellement par le JCS (Joint Chiefs of Staff) et approuvé par le Président<sup>36</sup> confirme l'existence en 1973/74 de 32 B-57 dans la base de Lages aux Açores. Le B-57 est une arme nucléaire anti-sous-marine d'une puissance de 10 kilotonnes et de petite taille (15 pieds, 510 livres) qui peut être aisément transportée par des avions P3 Orion, des hélicoptères SH3, et par des S3 Viking. La base de Lages devient après 1975 une composante de la force nucléaire américaine, ce qui a exigé le renforcement et/ou l'établissement sur place des réseaux adéquats susceptibles d'assurer la réception et l'exécution d'ordres nucléaires.<sup>37</sup>

Lorsqu'on interroge des spécialistes américains<sup>38</sup> sur la question de savoir si les armes nucléaires sont déployées ou non au Portugal, ils se réfugient généralement dans la vieille réplique: « On ne confirme pas mais on ne nie pas non plus », ou alors derrière l'affirmation qu'il n'existe pas d'armes nucléaires aux Açores ni ailleurs, mais qu'on aimerait bien en déployer, étant donné l'importance stratégique du Portugal insulaire et continental.

À la question de savoir si les autres membres de l'OTAN discutent à ce propos, ils se plaisent à rappeler que leur politique de coopération avec le Portugal ainsi qu'avec l'Espagne et d'autres pays qui bordent l'Atlantique est en accord avec les décisions prises par les chefs de gouvernement des pays membres de l'Alliance atlantique en 1957.<sup>39</sup> Ils ajoutent que si secret il y a, à propos du déploiement d'armes nucléaires, cela est dû en grande partie aux demandes expresses des gouvernements alliés et amis qui préfèrent éviter toute publicité sur certaines clauses des accords bilatéraux par crainte de complications politiques internes.

35. Lisbonne et le gouvernement régional de Madère ont confirmé la demande exprimée par Washington de construire à Porto-Santo une base navale susceptible de recevoir la visite de sous-marins nucléaires et d'améliorer substantiellement les infrastructures de l'aéroport ainsi que les installations qu'ils y possédaient déjà et qui avaient pour fonction majeure la surveillance maritime et aérienne des lignes de communication entre l'Europe, l'Afrique du nord et l'Afrique occidentale. La disposition géographique de l'archipel de Madère-Porto-Santo, situé sensiblement à égale distance du continent et des Açores, offre à la flotte américaine la possibilité de réaliser des opérations navales et aériennes dans une bonne partie de l'Atlantique, notamment dans la partie occidentale et australe de l'Afrique, et la possibilité d'exercer un contrôle sur les entrées et les sorties de la Méditerranée.

36. *Nuclear Weapons Deployment Authorization for FY 1975*, National Security Council, NSDM, 279, octobre 1974. Pour détail, voir William ARKIN: *Contingencies Overseas Deployments of Nuclear Weapons. A Report*, I.P.S., Washington D.C., February 1985.

37. Ce document est préparé par le J.C.S. qui le transmet à l'Office of Atomic Energy, il est par la suite envoyé au département d'État, puis approuvé par le président.

38. Ce furent là les résultats des entretiens que nous avons eus en novembre 1985 avec des spécialistes appartenant à des structures officielles ou semi-officielles, telles que le Congressional Research Service de Washington.

39. Lors de cette réunion, il a été décidé que tout déploiement de missiles et d'armes nucléaires disponibles pour la défense de l'Alliance atlantique serait décidé en conformité avec le plan de défense OTAN et en accord avec les États directement concernés.

L'intérêt pour la partie insulaire et continentale du territoire national portugais réside essentiellement dans le déploiement d'armes nucléaires, et de nouveaux systèmes d'armes aux fonctions multiples s'inscrivant dans la gestion des conflits qui pourraient se produire tant au niveau régional (Europe, Méditerranée, Moyen-Orient et Afrique australe et occidentale) qu'au niveau global, et dans la gestion des espaces très sollicités que sont l'Atlantique et la Méditerranée. L'évaluation du type et du nombre d'armes nucléaires stockées sur le sol lusitanien est une tâche impossible en raison notamment du secret qui entoure cette question, mais ce dont on est certain, c'est qu'il y a bel et bien un déploiement d'armes nucléaires.

La dimension de la contribution des Européens à la stratégie maritime américaine par le biais de la qualité de leurs forces de marine et par la multiplicité de facilités qu'ils accordent aux forces américaines conduit Lehman à affirmer: « Nous sentons que pris ensemble, nos alliés et nos 600 navires, nous sommes clairement supérieurs aux Soviétiques »<sup>40</sup>, affirmation qui contredit la vulgate sur la supériorité maritime soviétique, thèse qui n'est pas partagée par bon nombre de spécialistes, dont l'Amiral Holloway, P. Nitze, Mac Guire...<sup>41</sup>

## II – LA RECHERCHE DE COMPLÉMENTARITÉ STRATÉGIQUE

À première vue, l'école coalitionniste semble s'opposer ouvertement à quelques-uns des traits les plus saillants de la stratégie maritime de Lehman. Le principal maître d'oeuvre de cette école, M. Robert Komer, personnalité qui, depuis les années 50, a constamment occupé des postes importants dans plusieurs structures de décision liées à la Défense, tels que le NSC (National Security Council) ne ménage pas ses critiques contre le budget de la marine, la stratégie de l'encerclement de l'URSS et l'idée que le pouvoir maritime est le plus à même de prévenir la menace communiste. Les investissements massifs dans la revalorisation du type de marine que souhaite Lehman, notamment les dépenses prévues pour la construction de 15 CVBG (groupe de combat porte-avions) sont, selon Komer, trop onéreux et limitent les investissements dans d'autres secteurs, et de plus ne s'intègrent pas véritablement dans une stratégie cohérente, les investissements se faisant uniquement en fonction de la perception de la menace. Tout en s'éloignant quelque peu de la position d'autres coalitionnistes, telle que Luttwak qui considère le CVBG comme un luxe militairement inutile et politiquement discutable.<sup>42</sup> Komer défend que 12 CVBG au lieu de 15 sont plus que suffisants pour accomplir la mission de « *power*

40. Expression de LEHMAN in *Hearings Before the Committee on Armed Services*, 8 February 1984, pp. 535-6 et *US News...*, *op. cit.*

41. Opinion défendue dès les années 70 par l'amiral HOLLOWAY. Voir *Hearings Before the House Committee on Armed Services*, GPO, February 1976 et *Hearings Before the Subcommittee on the Department of Defense of the House*, Appropriations Committee, Department of Defense Appropriations for FY 1977, part 8, 1976. Parmi les nombreux ouvrages qui nuancent la dite supériorité maritime soviétique, voir Paul NITZE et Leonard SULLIVAN, *Securing the Seas: The Soviet Naval Challenge and Western Alliance Options*, Westview, 1979; MACGUIRE Michael, *Soviet Naval Developments...*, *op. cit.*

42. Le coût opérationnel de la protection du CVBG et le petit nombre d'avions qui sont affectés à des missions offensives le rend militairement inutile. Voir Edward LUTTWAK, *The Pentagon and The Art of War*, Simon and Shuster, NY 1984.

*projection* », mission dont il reconnaît l'importance pour accroître la capacité de combat des forces américaines et le pouvoir de dissuasion des États-Unis.

La stratégie de l'encerclement de l'URSS, stratégie qui prévoit des opérations navales et aériennes n'aura, selon Komer, aucun véritable effet militaire. C'est là une opinion qui est en partie partagée par certains adeptes de la stratégie maritime tels que l'amiral Stanfield Turner<sup>43</sup> qui craint les dégâts importants que subirait les CVBG durant les deux premiers jours des opérations navales et aériennes qui seraient menées contre les bases navales situées dans la périphérie de l'URSS et particulièrement dans la péninsule de Kola.

Komer s'inquiète, tout comme Lehman, des visées expansionnistes de l'URSS et des retombées des changements intervenus au niveau de la hiérarchie de leurs objectifs militaires depuis la fin des années 60, mais, selon lui, la menace résulte davantage de la disproportionnalité des rapports de force dans le domaine conventionnel entre le Pacte de Varsovie et l'Alliance atlantique que dans la supériorité maritime soviétique. Il y a, à son avis, exagération de la supériorité maritime de l'URSS. Au niveau qualitatif, la supériorité de l'Occident dans le domaine maritime est notoire, et au niveau quantitatif, les États-Unis et les Alliés occidentaux ont ensemble « plus de 900 unités qui ont plus du double du tonnage de la marine soviétique et alliés ». <sup>44</sup>

L'inadéquation de la stratégie de l'encerclement ne peut selon lui que conduire les maritimistes à commettre le péché de l'unilatéralisme et à s'acheminer vers une sorte de néo-isolationnisme qui peut, à terme, entraîner la destruction de l'Alliance atlantique. Komer craint que la stratégie de Lehman provoque une escalade nucléaire qui serait déclenchée par les Européens eux-mêmes, et est rejoint dans ce type de crainte par des personnalités telles que MacNamara, Kennan, Bundy et Smith. <sup>45</sup>

L'ensemble de ces critiques laisse penser que les aspects maritimes sont secondaires dans l'école coalitionniste. Or tel n'est pas le cas. Le renforcement des forces de marine et de tout ce qui a trait au domaine maritime occupe une place importante dans la pensée coalitionniste.

La mission de « *sea control* » est amplement privilégiée; elle est, selon Komer, la moins coûteuse, la plus adaptée aux réalités concrètes du monde contemporain et la plus adéquate pour restaurer le pouvoir et le prestige des États-Unis sur la scène internationale. Il insiste sur la nécessité de moderniser les bâtiments et engins qui contribuent au contrôle des espaces maritimes, sans faire toutefois mention de ce qui est pour lui le « *Major Combattant* » qui, sous Carter, était le nouveau type de frégate Perry Hazard. <sup>46</sup> Les porte-avions sont considérés comme des instruments non négligeables du « *sea control* ».

43. *US News*, op. cit., p. 30 et *Setting National Priorities*, Brooking Institute, 1982, N.D.C.

44. Robert KOMER, *Maritime Strategy*, op. cit. pp. 62-63.

45. « The Military Role of Nuclear Weapons », *Foreign Affairs*, fall 1983.

46. *Shaping the General Purpose...*, op. cit.



Tout en privilégiant le « *sea control* », Komer est également favorable au renforcement des missions de « *power projection* » et de « *strategic sealift* ». Il critique, il est vrai, certains aspects du « *power projection* », tel que le programme de construction de 15 CVBG, mais il pense que la modernisation de certains bâtiments conçus prioritairement pour cette mission comme les forces amphibies est impérative et que cette modernisation doit être secondée par des forces nucléaires adéquates. Les coalitionnistes sont favorables à la construction de nouveaux types de SSBN (Trident II) qui cherchent à colmater la vulnérabilité croissante des ICBM ainsi qu'à la poursuite du programme de construction des MX et d'autres types d'ICBM tels que les Titans, Minuteman... et à la mise en chantier de nouveaux types de bombardiers. Komer laisse toutefois entendre qu'il est irréaliste et dangereux de fonder la stratégie de dissuasion uniquement sur le nucléaire.<sup>47</sup>

Le « *strategic sealift* » est une mission qui implique, entre autres, une refonte de la marine marchande qui était en déclin mais aussi une révision de l'opérationnalité d'une multitude de structures, dont le MSC (*Military Sealift Command*), la NDRF (*National Defense Reserve Fleet*), la RRF (*Ready Reserve Fleet*), la EUCF (*Effective US Controlled Fleet*)... Il ne met nullement en cause les investissements prévus pour la valorisation de cette mission où 5 milliards de dollars ont été investis pour la seule année fiscale de 1985.<sup>48</sup>

L'objectif de la stratégie prônée par les coalitionnistes est de rendre adéquate la corrélation entre les stratégies maritime, aérienne et terrestre. Cette complémentarité stratégique est à leurs yeux la seule voie susceptible de permettre davantage de consensus entre les États-Unis et les alliés occidentaux, élément fondamental pour stopper l'inexorable expansionnisme soviétique.

Sans les Alliés, les États-Unis « ne pourront jamais défendre leurs intérêts ». <sup>49</sup> Le seul choix stratégique qui s'offre à eux dans la conjoncture actuelle des rapports de force militaires et stratégiques est le renforcement de la participation des Alliés européens ainsi que du Japon à l'effort de restauration de la dissuasion conventionnelle.

La disproportionnalité des rapports de force conventionnels entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN et les limitations de la dissuasion nucléaire ne peuvent être compensées que par une grande confiance dans la défense conventionnelle qui, pour être dissuasive, exige, selon Komer, l'accroissement des dépenses de défense des

47. Robert KOMER, *The Maritime Strategy...*, *op. cit.* chapitre 8.

48. Pour ce qui est de l'évolution des budgets et des investissements R & D dans la marine, voir les précisions apportées in *Planning US General*, pp. 2-5 ainsi que le document « Real Growth and Decline in Operating Costs: Fiscal Year 1978 », *Staff Working Paper*, June 1977, Congressional Budget Office, Congrès US, W. D.C., pp. 27-40. Selon ce document, les budgets de la marine ont continuellement progressé dans les années 70, ce qui après 74/75 ne fut pas le cas des budgets de l'armée de terre et de l'aviation. Alors que les budgets de ces 2 armes ont diminué respectivement de 0,4 % et de 2,1 % par rapport à celui de 1977, le budget de la marine est en augmentation en 1978 de 2,4 % soit 406 millions de dollars par rapport à 1977. Voir aussi « Sealift Reinforcement of NATO », *National Defense* 1983 et *Sea Power... FY 1985*, pp. 3933-3964.

49. *Ibid.*, pp. 27-28 et Général B. ROGERS, « The Atlantic Alliance: Prescriptions for a Difficult Decade », *Foreign Affairs*, No summer 1982.

Alliés dans la modernisation conventionnelle et l'amélioration des centaines d'installations militaires américaines éparpillées sur la partie continentale, insulaire et maritime du vieux continent, ainsi que le maintien de la présence des forces américaines sur les flancs nord et sud de l'Europe et en Europe centrale où les divisions américaines stationnées doivent être renforcées. Cela exige une posture de coalition adéquate entre les États-Unis et l'Europe, ce qui, selon lui, n'a jamais existé.<sup>50</sup>

La contribution des Alliés suppose un « *burden sharing* » plus rationnel. Tout en constatant, comme Rogers, l'inadéquation des capacités conventionnelles de l'OTAN<sup>51</sup>, Komer affirme que la participation des Alliés aux dépenses de défense doit être faite à un coût politiquement acceptable pour eux. Le partage des dépenses ne peut pas s'aligner sur ceux proposés depuis Kennedy par les différentes administrations et surtout par celle de Carter qui avait réussi, en mai 1977, à faire accepter par les membres de l'OTAN une augmentation des dépenses annuelles de défense de 3 %, il ne peut pas non plus s'effectuer selon les demandes constantes d'augmentation de 4 % par an faites depuis 1982 par le général Rogers aux pays européens. Les Européens ont toujours hésité à trop investir dans le domaine de la défense, ils n'ont pas suivi dans leur ensemble la proposition de 1977 et les États-Unis eux-mêmes entre 1976 et 1980 n'ont augmenté leurs dépenses de défense que de 10 %, soit 2,5 % d'augmentation annuelle.<sup>52</sup> Entre 1971 et 1974, ils ont même diminué leur apport aux dépenses totales de l'OTAN de 61 à 55 %.<sup>53</sup>

La participation des Alliés aux dépenses de défense doit viser la recherche d'un consensus atlantique adapté aux réalités géopolitiques et stratégiques du monde tumultueux d'aujourd'hui et aux nouvelles technologies<sup>54</sup>, ce qui exige, entre autres, la refonte des accords bilatéraux et des investissements massifs dans la modernisation et dans la préparation des forces conventionnelles alliées. Cette modernisation conventionnelle comprend également un renforcement de leurs forces de marine. Komer regarde avec intérêt et bienveillance les efforts des Alliés européens pour contrôler leur ZEE et leur plateau continental, il encourage les politiques allant dans le sens d'un renforcement des zones côtières occidentales, particulièrement les flancs nord et sud de l'Europe. Le basculement vers le sud des politiques de défense de certains pays européens, dont l'Espagne et l'Italie, ne peut qu'être perçu favorablement par les coalitionnistes.<sup>55</sup>

Les efforts de modernisation des forces conventionnelles américaines et alliées et l'amélioration des 900 installations militaires que les États-Unis possèdent en Europe, et donc le maintien, voire le renforcement de leur présence, affectent le cours des événements sur le vieux continent et augmentent le pouvoir d'intervention

50. R. KOMER, *Maritime Strategy... op. cit.* p. 25.

51. Interview du Général ROGERS in *Armed Forces Journal* de septembre 1983.

52. R. KOMER, *Maritime Strategy... op.cit.*, p. 15, 24 et 53.

53. *Ibid.* pp. 23-24.

54. *Ibid.*, chapitre 8 et 9 et p. 27. Voir aussi Michael VLAHOS, « Maritime Strategy vs Continental Commitment », *Orbis*, Foreign Policy Research Institute, Fall 1982.

55. « Le basculement vers le sud de la politique de défense de l'Espagne », Alberto SANTOS, *Études Internationales*, Canada, no 3, septembre 1985.

et la mobilité des forces aériennes, terrestres et navales américaines. Sans coalition des politiques de défense européenne et américaine, il n'y a pas de défense possible de l'Europe ni de l'Amérique elle-même.<sup>56</sup>

### III – VERS UN TYPE NOUVEAU DE CONTINENTALISME

La dichotomie pouvoir maritime – pouvoir terrestre occupe une place centrale dans le débat entre les maritimistes et les coalitionnistes. Les idées forces développées par les uns et par les autres tournent autour de cette dichotomie, ce qui exige, à notre avis, faute d'analyse comparative, le repérage des analogies et des dissemblances entre les deux écoles et les thèses développées par la stratégie maritime classique de Alfred Mahan et par la stratégie continentaliste de Sir John Alford Mackinder.

Il y a, à n'en pas douter, des dissemblances entre les arguments et les thèses développées par Mahan et Mackinder et celles défendues par Lehman et Komer, ceci ne serait-ce qu'en raison de la place du nucléaire, de l'accumulation des innovations technologiques en matière d'armement, des nouvelles données géopolitiques, mais aussi en raison du fait que la pensée stratégique des écoles coalitionniste et maritime est fondée essentiellement sur la menace soviétique et sur les moyens alternatifs susceptibles d'éviter le dépérissement de leur domination hégémonique, alors que la nature de la menace n'est pas précisée ni chez Mahan ni chez Mackinder et que leurs idées maîtresses sont le résultat de réactions à des politiques nationales jugées inadéquates.

Mahan et Mackinder auraient été surpris par ce qui constitue aujourd'hui les trois piliers de la stratégie générale nationale des États-Unis. Il existe toutefois des traits ressemblants entre les couples Mahan-Mackinder et Lehman-Komer qu'il serait utile d'explorer davantage, ainsi qu'entre les couples Mackinder-Komer et Mahan-Lehman dont nous apportons ici quelques éléments d'analyse comparative.

Les idées forces développées aussi bien par Lehman que par Komer sont davantage continentalistes que maritimistes. Les deux écoles essayent de répondre à des questions qui sont présentes chez Mahan et qui sont au centre de la stratégie continentaliste élaborée par Mackinder, notamment la question de savoir quelles sont les possibilités ouvertes à un pouvoir maritime qui n'est pas soutenu par les forces armées des pays continentaux.

56. Voir R.K. BETTS, « Conventional Strategy: New Critics, Old Choices », *International Security*, spring 1983; Robert OSGOOD, « American Grand Strategy: Patterns, Problems and Prescriptions », *Naval War College Review*, septembre/octobre 1983 et les conclusions de l'ouvrage de KOMER, *The Maritime Strategy...*, op.cit.

L'école coalitionniste est profondément marquée par le continentalisme, bien que Komer se défende de suivre les thèses développées par l'universitaire et homme politique que fut Mackinder et qu'il ne le cite que peu, moins que Mahan.<sup>57</sup>

Pour Mackinder, tout pouvoir qui n'est pas soutenu à partir de l'intérieur du continent par des appareils militaires adéquats, n'est nullement en mesure d'interférer dans l'évolution des événements qui s'y produisent et est donc voué, à terme, à l'échec. Tout retrait du continent signifiera la subjugation. La défaite finale ne sera qu'une question de temps, elle sera inéluctable s'il y a abandon du continent, ceci quel que soit le degré de ressources dont dispose le pouvoir maritime.

Ces deux thèses, comme bien d'autres développées par Mackinder dans son célèbre écrit: « *The geopolitical pivot of history* » et dans d'autres écrits postérieurs<sup>58</sup>, résultent essentiellement de sa réaction au dégonflement de l'empire britannique et surtout à la politique isolationniste « Blue Water », politique fondée sur la Royal Navy et qui négligeait la création d'un appareil militaire britannique puissant et l'établissement d'alliances continentales solides.

Chez les coalitionnistes, il y a une certaine continuité avec les grandes lignes de la stratégie élaborée par l'apôtre du continentalisme et le défenseur de l'impérialisme anglais agonisant. L'un et l'autre sont d'accord pour dire que le pouvoir maritime n'est pas le principal instrument de mesure de leur puissance, ils défendent l'idée que, sans aide provenant des forces militaires continentales et sans maintien de leur présence sur le continent, il n'y aura pas de salut pour celui qui contrôle les mers. L'extension de l'empire soviétique sur le continent européen ne permettra pas aux États-Unis de contrôler les mers de façon durable.

L'école « maritimiste » se rapproche plutôt du continentalisme que de la stratégie maritime classique de Mahan, stratège auquel Lehman fait souvent allusion. Pour Mahan, la priorité des priorités était d'exercer la domination dans les mers et de pouvoir garder l'accès aux ressources dont l'Amérique avait besoin. Chez lui, la mer est prioritaire par rapport au continent. L'essence de sa stratégie était de faire en sorte que le pouvoir maritime ne soit pas engagé de façon décisive sur terre. Le retranchement était un des principes de base de sa stratégie. Selon lui, le pouvoir maritime devait avoir toujours la possibilité de se retirer vers sa propre « sphère naturelle » et continuer la guerre à partir de là. Le pouvoir terrestre, s'il perd la campagne, ne pourra pas rester dans la lutte.<sup>59</sup>

57. Dans tous les écrits, KOMER cite davantage MAHAN que MACKINDER. Dans *The Maritime Strategy...*, MAHAN est cité cinq fois alors que MACKINDER est cité deux fois. Dans d'autres écrits, tels que « Rethinking Defense and Conventional Forces », Center for National Policy, W. D.C., 1983, « Maritime Strategy versus Coalition Defense », *Foreign Affairs*, 60, 5, 1982 et « Is Conventional Defense of Europe Feasible », *Naval War College Review*, 355, 1982, les références à Mackinder sont quasi inexistantes.

58. In *The Geographical Journal*, 1904, XXIII, pp. 422-437. Voir également Mackinder *Democratic Ideals and Reality*, Norton, 1962. Parmi les ouvrages les plus riches sur la vie et les idées du théoricien du continentalisme, on note W.H. PARKER, *Mackinder. Geography as an Aid to State Craft*, Clarendon Press, Oxford, 1982.

59. Mahan analyse dans son écrit sur l'Asie les avantages et les inconvénients du pouvoir terrestre, il est d'opinion que ce pouvoir peut être contenu par une alliance des « pouvoirs maritimes ». Voir *The Problem of Asia and Its Effects Upon International Policies*, Sampson, Low, London, 1900.

Le rappel de la tradition et l'isolationnisme sont deux idées forces qui se dégagent de la stratégie maritime classique, qu'on ne retrouve pas chez Lehman, Watkins... Le pouvoir maritime, à lui seul, ne peut pas être, selon Lehman, le seul instrument de mesure de la puissance américaine, il ne suffit pas à conforter la position hégémonique des États-Unis sur la scène internationale ni à stopper l'expansionnisme soviétique.

La stratégie maritime est indissociable de la stratégie nationale, elle en est un des éléments fondamentaux. « C'est de la stratégie militaire générale que nous tirons nos objectifs maritimes... puis notre stratégie de combat actuelle ». <sup>60</sup> La stratégie maritime dérive donc de la stratégie générale qui est fondée sensiblement sur les mêmes piliers, à savoir la dissuasion, la « *Forward Defense* » et la solidarité avec les alliés. « On prend la stratégie nationale, on la convertit en stratégie maritime sous l'orientation du système de défense et après, à travers nos *war games* et nos exercices en situation réelle, nous testons (la validité et le développement, de notre stratégie) dans une base globale ». <sup>61</sup> La stratégie maritime, terme qui est né de la recrudescence de l'intérêt pour la modernisation des forces conventionnelles et à la suite de l'intensification des querelles (marine, aviation, armée de terre) dans les années 70 est souvent confondue avec la stratégie navale. On emploie communément soit l'un soit l'autre terme. Or il y a lieu de les distinguer. Avec Reagan, le terme stratégie maritime prend un sens plus large et plus précis que celui de stratégie navale; il inclut tous les aspects du pouvoir maritime: « *Power Protection* », « *Sea Control* », « *Strategic Sealift* », marine marchande, flotte de pêche, navires océanographiques, etc. C'est un terme qui détermine quels sont les secteurs de la flotte qui s'articulent avec les actions des forces aériennes, navales et terrestre, et la hiérarchie des fonctions et des missions des forces de marine, alors que la stratégie navale, qui a pourtant une connotation globale, détermine plutôt les mouvements de la flotte et est davantage liée au « *Sea Control* », concept qui dérive du mot traditionnel de contrôle de la mer. Ce terme naval est lié à la position des États-Unis au sein de la Conférence des droits de la mer. La stratégie maritime est aussi affectée par les décisions prises à l'Assemblée générale de l'ONU sur le devenir de la mer, particulièrement sur les retombées pratiques de décisions que Washington considère comme perturbatrices de l'ordre établi. <sup>62</sup> Aussi bien la stratégie maritime que la stratégie navale ont comme priorité le commandement des mers et l'empêchement de leur contrôle par l'ennemi.

60. Les missions sea power et power projection représentent environ 74 % du budget de la marine pour l'année fiscale 1985, soit 4 407 millions de dollars. Voir *Sea Power and Force Projection... FY 1985*, part I, *op.cit.* et p. 4299.

61. *Ibid.*, part I.

62. Parmi les travaux qui prolifèrent sur ce sujet, voir Jack N. BERKENBUS, *Deep Seabed Resources*, Free Press, 1979, NY; Captain Raymond BLAND, « Controlling the EEZ: Implications for Naval Force Planning », *Naval War College Review*, 1984.

#### IV – CONCLUSION

De la description et de l'analyse de ce débat, il ressort clairement qu'il n'y a pas de réels clivages entre les écoles coalitionniste et maritimiste. Toutes les deux reconnaissent que pour « reprendre la supériorité maritime » mise à l'épreuve depuis les années 60 par la poussée modernisatrice des forces navales soviétiques<sup>63</sup>, il faut une grande stratégie qui soit capable de mettre un terme aux fluctuations constantes de la pensée stratégique et une marine forte, susceptible de compenser les limitations de la dissuasion nucléaire et d'éviter la domination soviétique sur le continent européen.

Les moyens alternatifs envisagés par les deux écoles pour rendre crédible la dissuasion sont complémentaires, bien que leur perception sur l'intensité de la menace et surtout sur la place de l'Europe et le rôle qu'ils entendent donner aux forces armées des pays membres de l'Alliance atlantique soit quelque peu différenciée.

La rhétorique des coalitionnistes par rapport à la menace est plus mesurée que celle des maritimistes dont la force du verbe anti-soviétique tend pourtant à s'atténuer depuis 1983.<sup>64</sup> L'Europe est considérée par les uns et par les autres comme la pierre angulaire de la sécurité conventionnelle des États-Unis. Rester en dehors de l'Europe, c'est à leurs yeux diminuer leurs droits de regard sur tout ce qui se passe.

Il n'est pas question d'abandonner le vieux continent. Les demandes de retrait progressif et mesuré de l'Europe faites par une poignée de personnalités auxquelles quelques « maritimistes » semblent ne pas être sensibles, ne sont nullement prises en compte par les principales figures de cette école.

Pour Lehman, tout désengagement de l'Europe dessert les intérêts des États-Unis. Ce désengagement ne ferait, selon Komer, qu'accroître la division entre les Alliés européens, ce qui, à terme, équivaldrait à accélérer le déclin américain sur la scène internationale et réduirait les chances de maintenir le continent américain sanctuarisé en cas de conflit, et ne ferait que rendre possible la dépendance des Européens par rapport à l'URSS.<sup>65</sup>

Pour ce qui est du rôle des forces armées européennes, les deux écoles sont favorables à leur « spécialisation », aspect qui mériterait une analyse plus profonde. Alors que les maritimistes, dont la priorité des priorités est le « *Power Projection* », regardent très positivement la volonté mise en avant par certains pays européens de projection des forces vers des espaces qui sont sous leur souveraineté et même au-delà, les coalitionnistes qui valorisent plutôt la mission de « *Sea Control* » perçoivent le basculement vers le sud des politiques de défense de certains pays méridionaux comme des compléments de leurs propres composantes de sécurité.

---

63. Alexander DALLIN et Gail W. LAPIDUS, *Reagan and the Russians: United States Policy Towards the Soviet Union and the Eastern Europe*, in Kenneth Oye ed., Little Brown, 1983.

64. R. KOMER, *The Maritime Strategy...*, op.cit., pp. 77-78.

65. Voir la revue *The Common Defense* de mai-juin 1984.

Leur choix différencié à l'égard des missions de la marine et du type de contribution des forces armées européennes, considérées comme des instruments non négligeables pour contenir en cas de besoin les attaques navales, aériennes et/ou terrestres soviétiques, n'est pas étranger à la nature de leur querelle et de leur volonté d'influencer la préparation et la mise en place du budget de la défense et du planning.

Il n'y a pas de divorce au niveau des intérêts réels recherchés. Ce qui compte, comme l'exprime le général Rogers, c'est la défense des intérêts des États-Unis et le maintien de leur domination hégémonique, « Les États-Unis sont membres de l'OTAN pour défendre leurs propres intérêts... »<sup>66</sup>.

---

66. General ROGERS, *op. cit.*.